Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Burkina / Fonds de soutien patriotique

100 milliards de FCFA à mobiliser pour 2024

P.6

Le conseil d'orientation du Fonds de soutien patriotique tient ce 26 mars 2024, sa première session ordinaire. Présidée par le Premier ministre Apollinaire Joachimson Kyelem de Tambèla, la présente session va permettre d'examiner et valider le bilan du Fonds de soutien patriotique durant l'année 2023, de valider...

ABIDJAN PRIVATE EQUITY AND VENTURE CAPITAL SUMMIT 2024

Page 3

Dr Edoh Kossi Amenounve exhorte les acteurs de la finance à créer les conditions pour favoriser l'attraction des entreprises

Dr Edoh Kossi Amenounve,
Le Directeur général de la Bourse r égionale des valeurs mobilières (BRVM),

LE PROGRAMME EXPANDPF

Le Togo lance un projet à hauteur de 50 millions $

Page 4

STIMULER LES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR PHARMACEUTIQUE

L'Afrique dépense plus de 14 milliards de dollars par an pour l'importation des médicaments et des vaccins

Page 2

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

Stimuler les investissements dans le secteur pharmaceutique

L'Afrique dépense plus de 14 milliards de dollars par an pour l'importation des médicaments et des vaccins

Les dirigeants régionaux et internationaux du secteur privé, des gouvernements et du monde universitaire se sont réunis, les 25 et 26 mars derniers, à Addis-Abeba pour une conférence historique visant à résoudre les obstacles qui entravent la capacité de l'Afrique à fabriquer ses propres médicaments et vaccins, dans un contexte où le continent dépense plus de 14 milliards de dollars par an pour importer ces produits essentiels.

Joël JAY

Cette conférence inaugurale, organisée par la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique, est perçue comme un moment décisif dans la quête du continent pour édifier une industrie pharmaceutique robuste et autonome.

Réunissant une centaine de dirigeants africains et internationaux, notamment des États-Unis et d'Europe, cette conférence s'articule autour de la recherche de solutions aux lacunes technologiques entravant le développement du secteur pharmaceutique en Afrique. Les discussions vont de la sécurité de l'approvisionnement régional à la recherche et au développement du secteur public, en passant par l'équilibre délicat entre les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux produits de santé pendant et après les pandémies.

La directrice générale de la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique (APTF), Padmashree Gehl Sampath, a exprimé l'ambition de l'agence de voir émerger une industrie pharmaceutique dynamique en Afrique, capable de répondre aux besoins du peuple africain. Elle a souligné la volonté de la fondation de doubler le nombre de sociétés pharmaceutiques dans la région d'ici 2040, passant ainsi de 400 à au moins 800 entreprises.

La conférence, qui se déroule sur deux jours, a été inaugurée par des discours liminaires de personnalités éminentes telles que le ministre éthiopien de la Santé, Monique Nsanzabaganwe, présidente de la Commission de l'Union africaine, et le Dr. Tedros de l'Organisation mondiale de la santé.

L'importance cruciale de l'accès aux produits de santé a été soulignée par le Dr. Tedros de l'OMS, qui a remercié les participants pour leur engagement en faveur d'un secteur pharmaceutique plus fort sur le continent.

Alors que l'Afrique importe plus de 70 % de ses besoins en matière de santé, supportant un quart du fardeau mondial des maladies, elle ne réalise que 2 % de la recherche mondiale sur les nouvelles infections. Pour inverser cette tendance, il est impératif de surmonter les obstacles à l'accès aux technologies dans les secteurs public et privé du continent.

Cette conférence marque une étape cruciale dans la quête de l'Afrique pour l'autonomie pharmaceutique, et l'engagement des participants témoigne de la détermination à transformer la vision en réalité.

La participation d'organisations clés telles que la Fondation Science pour l'Afrique, la Communauté des brevets sur les médicaments, et l'initiative Médicaments contre les maladies négligées souligne l'importance de cette initiative pour l'ensemble du continent.

Des dirigeants d'entreprises africaines pharmaceutiques, biotechnologiques et de vaccins, ainsi que des universitaires de renommée mondiale, contribuent également à cette conférence. Ils partagent leur expertise et leur vision pour façonner l'avenir de l'industrie pharmaceutique en Afrique.

Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement, a souligné la nécessité de changer l'environnement technologique de l'Afrique pour soutenir des industries pharmaceutiques locales de classe mondiale. Il a mis en avant le rôle crucial de l'APTF dans cette transformation, soulignant que cette institution dédiée était essentielle pour promouvoir le changement et faciliter l'accès à la technologie.

Créée en 2022 en tant qu'agence régionale indépendante, l'APTF s'efforce d'améliorer l'accès de l'Afrique aux technologies nécessaires à la découverte, au développement et à la fabrication de médicaments, de vaccins et de diagnostics. Cette fondation joue un rôle essentiel en aidant les entreprises africaines à s'engager dans des transactions technologiques, à commercialiser la propriété intellectuelle et à diversifier leurs portefeuilles de produits.

Le soutien international à cette initiative est clair, avec la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique récemment désignée comme l'une des 24 agences à suivre dans le monde en 2024 par Devex, une plateforme médiatique pour la communauté mondiale du développement.

Enfin, Oyebanji Oyelaran-Oyeyinka, conseiller spécial principal du président de la Banque africaine de développement, a souligné le potentiel transformateur de l'APTF. Il a déclaré que l'objectif de cette fondation était de changer la manière dont les entreprises internationales établissent des relations et des partenariats avec les entreprises africaines, en éliminant les barrières structurelles, réglementaires et institutionnelles pour accélérer les projets de production nationale en collaboration.

Cette conférence marque le début d'une nouvelle ère pour l'industrie pharmaceutique en Afrique, où l'autonomie et l'innovation seront les maîtres-mots pour assurer la santé et le bien-être de millions de personnes à travers le continent.

ECO & FINANCES
Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC
Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email: ecofinances.Infos@gmail.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES
N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Site web: www.ecoetfinances.com
Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef
Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs
Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale
00228 97 25 84 84

Graphiste
Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie
ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Abidjan Private Equity and Venture Capital Summit 2024

Dr Edoh Kossi Amenounve exhorte les acteurs de la finance à créer les conditions pour favoriser l'attraction des entreprises

Le Directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Dr Edoh Kossi Amenounve, a, lors de l'ouverture du Sommet du Private Equity et du capital risque le 25 mars dernier à Abidjan, exhorté les acteurs de la finance à créer les conditions pour favoriser l'attraction des entreprises.

Patience SALLAH

Cette exhortation du directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Dr Edoh Kossi Amenounve, aux acteurs de la finance s'est faite autour du thème « Fonds de pension, fonds de capital-risque et marchés boursiers : Quelle chaîne de valeur optimale au niveau de l'Etat ? ».

Selon le patron de la BRVM, ce travail doit se faire de façon concentrée entre l'Etat, la bourse, le secteur privé et le fonds d'investissement.

Le directeur de la Bourse régionale des valeurs mobilières, Dr Kossi Amenounve, a invité les fonds d'investissements à chercher les pépites qui ont du potentiel de

croissance et qui font rêver.

« L'une des prouesses, fut la création de la bourse pour animer l'économie, qui ne bénéficiait pas de ressources suffisantes pour le marché. Surtout que cette situation du marché a coïncidé avec une crise bancaire » a-t-il indiqué.

« Mais un pas a été franchi, eu égard à la place qu'occupe la BRVM parmi les bourses africaines (5e) avec une capitalisation de plus de 7.000 milliards FCFA pour le marché des actions et 10.000 milliards pour le marché des obligations » s'est réjoui Edoh Kossi Amenounve.

« Nous avons pour rôle d'accompagner les entreprises avec la fiscalité et d'encourager l'investissement. Certes nous mobilisons des ressources intérieures, mais il y a aussi la création d'emplois » a déclaré Ouattara Sié Abou, directeur général des impôts de la Côte d'Ivoire.

Il a par ailleurs cité l'article 21-12 de la loi des finances qui stipule que les entreprises d'investissement à capital fixe « sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les entreprises d'investissement à capital fixe. Cette exonération est de quinze (15) ans à compter de la date de création de l'entreprise et est subordonnée aux conditions suivantes : avoir à tout moment un minimum de 50 % de la valeur nette du portefeuille global composé d'actions de sociétés non cotées en bourses…Sont également exonérés de cet impôt, les revenus générés par les fonds déposés en gestion pour une durée minimale de trois (3) ans auprès des entreprises de capital-risque ».

Le président directeur général de J3A PARTNERS AM et Commissaire Général du sommet Ahipeaud Ahipeaud Jean-André, a indiqué que les professionnels des fonds d'investissements voient l'interaction qui peut être créée entre ces fonds et la bourse. Ce salon va améliorer les choses de sorte à amener les pouvoirs publics, investisseurs et les porteurs de projets à se rassembler et comprendre que la bourse, qui est le marché public, n'est pas isolée.

Selon l'association des sociétés de Private Equity et venture capital, dont il est membre, les Private Equity ont engagé, de nos jours, près de 131 milliards FCFA en Côte d'Ivoire.

L'Abidjan Private Equity and Venture Capital Summit 2024 est une opportunité pour les investisseurs mondiaux, les gouvernements, les leaders de l'industrie, les gérants de fonds, les start-ups et les entreprises à la recherche de financement et bien d'autres d'échanger et de façonner l'agenda des marchés du financement privé.

La première édition de l'Abidjan Private Equity and Venture Capital Summit (Sommet Annuel du Capital-Investissement et du Capital-Risque d'Abidjan) qui s'est tenue les 25 et 26 Mars 2024 à Abidjan a été organisé par J3A PARTNERS AM et l'Association Ivoirienne des Investisseurs en Capital (A2IC).

Renforcer la relation de partenariat avec les acteurs de son département

Kayi MIVEDOR-SAMBIANI poursuit sa tournée de sensibilisation et d'échanges avec les commerçantes et commerçants des marchés du Grand Lomé

La tournée de sensibilisation et d'échanges de Madame le Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale avec les commerçantes des marchés du Grand Lomé, s'est poursuivie ce lundi 25 mars 2024.

Patience SALLAH

Après les commerçantes des marchés d'Adawlato, Atikpodzi, Abattoir, Nyekonakpoè, Hanoukope, Agbadahonou et Kodome vendredi, Madame Kayi MIVEDOR-SAMBIANI s'est rendue lundi au Port de pêche de Lomé et au marché d'Agoè où elle a échangé avec les acteurs et actrices du commerce des marchés de ces localités.

Les échanges ont porté notamment sur les actions du Gouvernement togolais pour faciliter le développement des activités économiques ainsi que les comportements à adopter pour éviter des cas d'incendie dans les marchés.

La rencontre a commencé au Port de pêche de Lomé avec les présidentes des associations et de groupements du Port de pêche et des marchés de Kpogan, Baguida, Avepozo et Katanga, et s'est terminée au Centre culturel Loyola d'Agoè avec celles des marchés de Cacaveli, Legbassito, Sogbossito, Atsanve, Adjougba, Ahonkpè, Agoè-Assiyéyé et Nétime Djingble.

Pour la Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, l'objectif est de renforcer la relation de partenariat avec les acteurs relevant de son département et de créer un cadre d'échanges inclusif permanent qui permettra de discuter davantage des questions essentielles relatives aux secteurs du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale.

« C'est la seconde étape de la tournée que j'ai initiée avec les femmes commerçantes des marchés du Grand Lomé pour toucher du doigt leurs réalités. Dans un premier temps, il y a eu une sensibilisation sur les attitudes et les mesures préventives des risques d'incendie. Ensuite, nous avons échangé sur tous les programmes du Gouvernement en faveur des femmes du commerce. L'élément le plus important est de savoir comment elles ressentent au quotidien l'impact positif des mesures gouvernementales. Nous avons parlé du Fonds national de la finance inclusive, de l'assurance maladie universelle, de la formalisation de leurs activités et du devoir citoyen de payer les taxes et impôts », a indiqué Madame Rose MIVEDOR-SAMBIANI.

Au cours de ces différentes rencontres, les participantes ont fait part à Madame le Ministre chargé du commerce, de leurs préoccupations et difficultés quotidiennes dans les différents marchés. Elles ont salué l'initiative qui s'inscrit dans la Vision du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, de rapprocher l'administration des administrés afin de susciter plus de participation citoyenne à la gestion des affaires publiques.

À vendre

A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salon moderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier

-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Le programme ExpandPF

Le Togo lance un projet à hauteur de 50 millions $

Le Ministre de la Santé, Moustafa Mijiyawa, a lancé ce mardi 26 mars 2024, le projet ExpandPF en présence du chargé d'affaires de l'Ambassade des Etats-Unis au Togo dans le but d'étendre l'accès et l'utilisation des services de planification familiale de qualité au Togo.

Anissatou AFFO

Organisé par l'Association Togolaise pour le Bien-être Familial (ATBEF) et la Fédération Internationale pour le Planning Familial (IPPF), le programme ExpandPF, a été lancé par le ministre de la santé, Moustafa Mijiyawa, le mardi 26 mars 2024 le programme ExpandPF. Ce programme est financé par l'agence des États-Unis pour

le développement international (USAID) à hauteur de 49, 5 millions de dollars. Et vise à améliorer l'accès et l'utilisation des services de planification familiale de qualité à travers le pays.

Pour une période de 05 ans, le programme ExpandPF sera notamment mis en œuvre dans 40 sites sanitaires répartis en trois districts, à savoir Est-Mono, Haho et Kloto. Ce programme répond à un constat d'accès limité persistant à la planification familiale dans certains pays dont le Togo. Au-delà des frontières du Togo, ExpandPF cherche également à maximiser son influence sur les politiques et les pratiques dans les pays de la région, ainsi qu'à engager le secteur privé. Il collabore avec les pays, le secteur privé, la société civile, les décideurs nationaux, le Partenariat de Ouagadougou et FP2030. En encourageant la coopération régionale, le projet vise à responsabiliser les individus et à améliorer les résultats en matière de santé génésique.

Le lancement de ce projet intervient pour les promoteurs, en réponse à un constat persistant d'accès limité à la planification familiale dans plusieurs pays, dont le Togo.

Rappelons que le projet s'inscrit dans le cadre du partenariat de Ouagadougou (lancé en 2011, et qui appuie l'accélération des services de planification familiale dans neuf pays ouest africains : Togo, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal), en plus du Cameroun ; et de l'initiative FP2030, une initiative mondiale pour le planning.

Soutenir les interventions en matière de sécurité alimentaire en Afrique

Afreximbank et le CDP signent un protocole d'accord pour un mécanisme de 200 millions d'euros

Cassa Depositi e Prestiti SpA (CDP) Italie, l'institution financière officielle italienne pour la coopération internationale au développement et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ont signé une nouvelle facilité de financement d'une valeur de 100 millions d'euros pour soutenir les interventions de la Banque en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture intelligente face au climat en Afrique.

Kéziah KPATIDE

Ce financement s'ajoute à un engagement initial du CDP de 100 millions d'euros, portant le financement total du CDP à 200 millions d'euros. Les deux institutions financières ont également conclu un protocole d'accord (MoU) pour favoriser les synergies entre les entreprises italiennes et africaines.

Le partenariat a été annoncé lors de l'inauguration du nouveau bureau du CDP au Caire, premier siège opérationnel de l'institution italienne en Afrique. Haytham ElMaayergi, vice-président exécutif d'Afreximbank, et Dario Scannapieco, directeur général de CDP ont signé l'accord.

Le nouveau financement du CDP servira à apporter un soutien, soit directement aux entreprises africaines éligibles, soit indirectement par l'intermédiaire d'intermédiaires financiers locaux. Certains des projets qui seront financés incluront ceux liés à la production locale et à l'importation de matières premières essentielles telles que les céréales et les engrais.

Commentant l'événement, M. ElMaayergi a déclaré que le mécanisme soutiendrait les efforts d'Afreximbank visant à accroître la production alimentaire dans ses pays membres et aiderait également l'Afrique à atteindre la sécurité alimentaire grâce à l'intervention du secteur privé. En outre, il soutiendra le développement de filières alimentaires alternatives, notamment en augmentant les investissements dans une agriculture intelligente face au climat, afin d'augmenter le rendement alimentaire et d'assurer la résilience des entreprises du secteur alimentaire et agricole.

Il a ajouté que « le protocole d'accord favorisera la collaboration entre les entreprises italiennes et africaines et rapprochera l'Afrique et l'Italie dans le but de promouvoir le commerce intra et extra-africain. La collaboration, a-t-il déclaré, comprend le cofinancement de transactions éligibles avec des États, des entreprises et des institutions financières dans les pays membres d'Afreximbank, ainsi que l'organisation, la participation et la promotion d'événements de mise en relation avec des parties prenantes africaines et des communautés d'affaires locales en Italie, ou avec l'un des membres d'Afreximbank des pays.

De son côté, M. Scannapieco a déclaré : « La sécurité alimentaire et la résilience des chaînes d'approvisionnement agricoles sont des enjeux clés pour le développement du continent africain, comme le soulignent également les initiatives entreprises par le gouvernement italien avec le Plan Mattei. Grâce à la collaboration avec Afreximbank, le CDP pourra garantir des ressources aux PME locales opérant dans ces secteurs, tout en favorisant la création d'opportunités pour les entreprises italiennes. Cet engagement sera encore renforcé par l'ouverture de notre nouveau bureau au Caire, qui confirme la centralité de l'Afrique dans la stratégie du CDP.

Cette nouvelle facilité permettra à Afreximbank de fournir en temps opportun le soutien nécessaire à ses pays membres par le biais d'entreprises dans le domaine de la sécurité alimentaire et de renforcer la gestion de la crise de la chaîne d'approvisionnement, en particulier autour des matières premières agricoles. Cela contribuera à son tour à la stabilisation de la sécurité alimentaire et à la diversification des sources d'approvisionnement en Afrique.

À propos d'Afreximbank

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine chargée de financer et de promouvoir le commerce intra-africain et extra-africain. Depuis 30 ans, la Banque déploie des structures innovantes pour fournir des solutions de financement qui soutiennent la transformation de la structure du commerce africain, accélérant l'industrialisation et le commerce intra-régional, stimulant ainsi l'expansion économique en Afrique. Fervent partisan de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), Afreximbank a lancé un système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui a été adopté par l'Union africaine (UA) comme plateforme de paiement et de règlement pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf). ZLECAf. En collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et l'UA, la Banque met en place un fonds d'ajustement de 10 milliards de dollars américains pour aider les pays à participer efficacement à la ZLECAf. Fin septembre 2023, le total des actifs et garanties d'Afreximbank s'élevait à plus de 33,4 milliards de dollars américains, et les fonds de ses actionnaires s'élevaient à 5,8 milliards de dollars américains. La Banque a décaissé plus de 104 milliards de dollars entre 2016 et 2023. Afreximbank bénéficie de notations de qualité investissement attribuées par GCR (échelle internationale) (A), Moody's (Baa1), Japan Credit Rating Agency (JCR) (A-) et Fitch (BBB). . Afreximbank est devenue une entité de groupe comprenant la Banque, sa filiale de fonds d'impact appelée Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA) et sa filiale de gestion d'assurance, AfrexInsure, (ensemble, « le Groupe »). La Banque a son siège au Caire, en Égypte.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES — Afrique de l'Ouest

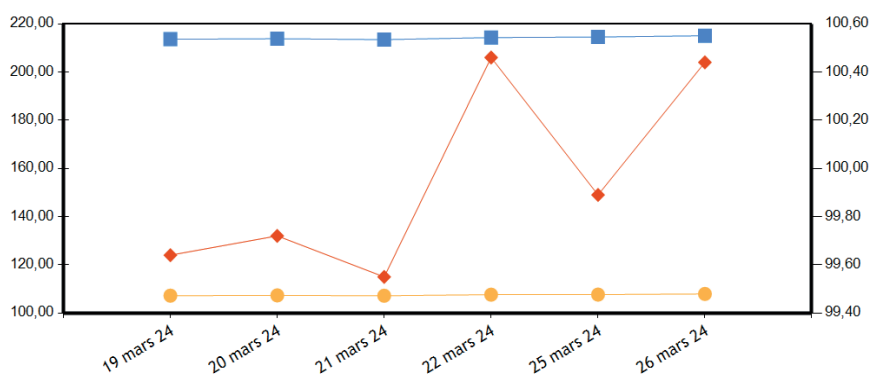
mardi 26 mars 2024 — N° 60

BRVM COMPOSITE	215,04
Variation Jour	0,24 %
Variation annuelle	0,42 %

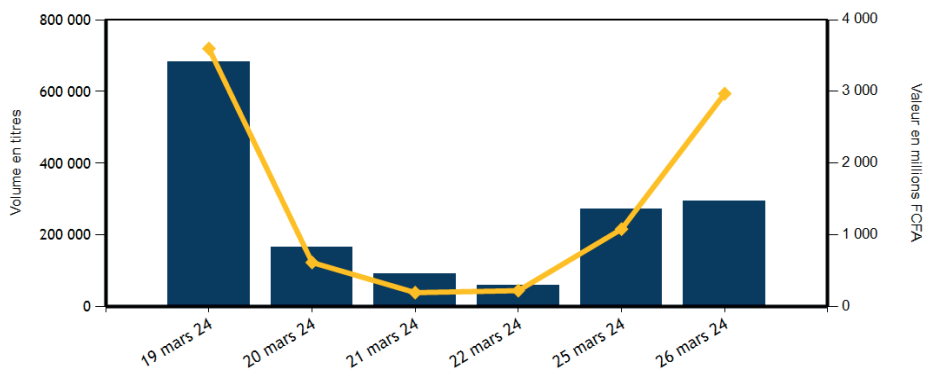
BRVM 30	107,93
Variation Jour	0,25 %
Variation annuelle	0,07 %

BRVM PRESTIGE	100,44
Variation Jour	0,55 %
Variation annuelle	-1,02 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 000 112 330 801	0,24 %
Volume échangé (Actions & Droits)	191 806	-20,05 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 948 684 783	149,01 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	11	-8,33 %
Nombre de titres en baisse	13	-13,33 %
Nombre de titres inchangés	17	13,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 300 034 598 747	-0,15 %
Volume échangé	102 888	228,43 %
Valeur transigée (FCFA)	1 021 148 056	241,51 %
Nombre de titres transigés	6	20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	4	-20,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 140	7,27 %	12,63 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 870	6,93 %	8,02 %
NESTLE CI (NTLC)	6 900	6,15 %	-6,57 %
UNIWAX CI (UNXC)	530	2,91 %	-0,93 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 300	1,54 %	3,13 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	750	-6,83 %	-16,67 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 250	-2,17 %	-14,77 %
SICABLE CI (CABC)	1 140	-1,72 %	2,70 %
SOGB CI (SOGC)	3 650	-1,22 %	11,62 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 700	-0,87 %	15,25 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,44	0,55 %	-1,02 %	106 221	1 787 165 070	6,54
BRVM-PRINCIPAL	36	104,87	0,21 %	0,88 %	85 585	161 519 713	12,73

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,11	1,52 %	2,06 %	2 920	9 747 060	40,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	529,04	-0,04 %	-0,46 %	103 304	1 757 599 925	8,15
BRVM - FINANCES	15	87,35	0,37 %	1,08 %	65 737	133 738 458	6,69
BRVM - TRANSPORT	2	376,31	-0,63 %	13,70 %	3 457	5 207 380	8,35
BRVM - AGRICULTURE	5	173,38	-0,13 %	7,32 %	6 469	32 563 180	7,49
BRVM - DISTRIBUTION	7	313,48	0,57 %	-4,49 %	9 810	9 745 500	11,12
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	925,41	-6,83 %	-16,67 %	109	83 280	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,99
Taux de rendement moyen du marché	8,27
Taux de rentabilité moyen du marché	9,89
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	138
Volume moyen annuel par séance	331 385,00
Valeur moyenne annuelle par séance	844 171 726,27

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	8,42
Ratio moyen de satisfaction	11,76
Ratio moyen de tendance	139,59
Ratio moyen de couverture	71,64
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,26
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Burkina / Fonds de soutien patriotique

100 milliards de FCFA à mobiliser pour 2024

Le conseil d'orientation du Fonds de soutien patriotique tient ce 26 mars 2024, sa première session ordinaire. Présidée par le Premier ministre Apollinaire Joachimson Kyelem de Tambèla, la présente session va permettre d'examiner et valider le bilan du Fonds de soutien patriotique durant l'année 2023, de valider le premier rapport de gestion et d'examiner le plan d'affectation des ressources. Les difficultés d'ordre stratégique seront passées en revue et des orientations pour de meilleures performances seront formulées. Au titre de l'année 2023, ce sont un peu plus de 99 milliards de FCFA qui ont été mobilisés, sur une prévision de 80 milliards. Pour l'année 2024, l'ambition affichée est de mobiliser au moins 100 milliards de FCFA.

Institué le 23 janvier 2023, le Fonds de soutien patriotique a pour objectif de collecter et centraliser les contributions financières des patriotes et des amis du Burkina Faso, en vue de soutenir et accompagner les efforts de défense et de sécurisation du territoire national. Les ressources collectées à cet effet, sont destinées à financer la rémunération, la formation, l'équipement et le carburant des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Au 31 décembre 2023, ce sont 99.039.035.500 FCFA, sur une prévision de 80 milliards soit un taux de mobilisation de 123%.

Les prélèvements sur les taxes soit un peu plus de 69 milliards FCFA, représentent 70,22% des ressources mobilisées.

Le président du comité de gestion du Fonds de soutien patriotique, Vieux Abdoul Rachid Soulama qui a présenté le bilan de 2023, a relevé qu'un pic a été constaté à partir du troisième trimestre de l'année 2023. En effet, le montant des fonds est passé de 32 milliards en septembre 2023, à 99 milliards en fin décembre 2023. Une situation qui découle principalement, de l'institution de la contribution spéciale sur certains produits et services ainsi que de l'intensification des actions de communication qui a conduit à une plus grande adhésion des populations.

Sur les 99 milliards mobilisés, un peu plus de 84 milliards ont été affectés à la Brigade des volontaires pour la défense de la patrie. Plus de 40 milliards ont servi à l'équipement, au carburant et à la formation des VDP. 26 milliards de FCFA ont servi au paiement des primes de plus de 56.000 VDP. Plus de 9 milliards ont été engagés dans les frais d'alimentation, de formation de base, de soins de santé, de primes d'invalidité et d'inhumation des VDP nationaux. Des téléphones satellites, des pelles hydrauliques, des portes chars, des pickups, des citernes, des détecteurs de mines et de l'armement, ont aussi été acquis grâce au fonds engrangés.

Face aux différents acquis engrangés, le Premier ministre, par la voix du ministre de l'économie et des finances, a laissé entendre que le fonds de soutien patriotique a accompli sa mission, malgré un contexte socioéconomique et politique régional et international difficile. « Le gouvernement reste convaincu, que ce fonds est une véritable alternative de mobilisation de ressources pour accompagner les efforts consentis par l'Etat dans la lutte contre l'hydre terroriste », a-t-il ajouté.

Pour assurer une gouvernance vertueuse du fonds de soutien, l'ASC-LC a diligenté sur demande du gouvernement, une mission d'audit dont le rapport définitif est en cours de finalisation.

Pour l'année 2024, l'ambition affichée est de mobiliser au moins 100 milliards de FCFA. Au 12 mars 2024, on note un peu plus de 31 milliards de FCFA mobilisés. Le premier ministre a invité les populations à maintenir le cap, au regard de la nécessité de mobiliser davantage de ressources devant servir à un renforcement des capacités opérationnelles des VDP.

lefaso.net

Financement des projets

Le gouvernement Gabonais exhume le Comité conjoint consacré à l'aide extérieur

Le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, a acté, mardi 26 mars, la relance du Comité consacré à l'aide extérieure. Il a en effet présidé une séance de travail de cette structure composée du gouvernement et des partenaires technique et financier. Objectif : mutualiser les efforts en vue d'améliorer les capacités de la partie gabonaise par la maîtrise des procédures des bailleurs de fonds et de relever, à terme, le taux de décaissement des financements des projets relativement faibles depuis quelques années.

Mise en place en avril 2010 et interrompu en 2016, le Comité conjoint gouvernement – partenaires techniques et financiers consacré à l'aide extérieure a été officiellement réactivé, le 26 mars à Libreville, par le Premier ministre de la Transition. En présence de plusieurs membres du gouvernement et des représentants des organismes de développement présents au Gabon, Raymond Ndong Sima a ouvert ces travaux dont le but est de maximiser les efforts dans le sens de l'amélioration des partenariats avec les bailleurs de fonds du Gabon.

« S'assurer de la bonne application de la démarche à suivre »

Au Gabon, le financement des projets obéit à une méthodologie rigoureuse bien définie par les partenaires financiers. Pour obtenir une aide financière des nombreux partenaires du pays, l'Etat doit s'assurer de la bonne application de la démarche à suivre. Ce qui n'a visiblement pas été le cas ces dernières années.

« Nous avions un certain nombre de ressources mobilisées qui étaient relativement mal mobilisées et ont avait des explications diverses et variées. On avait d'autres raisons qui justifiaient les retards dans ces décaissements. Le fait est que le suivi dans l'ensemble de l'administration des projets est toujours désastreux. On n'a pas été capable de réunir les conditions techniques permettant d'accéder aux ressources pour lesquelles, nous nous sommes pourtant, battus », a fait observer le chef du gouvernement de la Transition.

Et pourtant, c'était pour résoudre ces problèmes que le gouvernement avait pris un arrêté en 2010, révisé en 2011 portant mise en place d'un Comité conjoint gouvernement-partenaires techniques et financiers ; mais interrompu en 2016. « En réactivant ce Comité, notre objectif est la mutualisation des efforts en vue d'améliorer la capacité d'absorption de la partie gabonaise, par la maîtrise des conditions et des procédures des bailleurs de fonds et de relever le taux de décaissement des financements des projets relativement faibles depuis quelques années », a fait savoir le patron de l'Administration gabonaise.

L'exécution de ce programme, souligne la Communication de la Primature, avait permis à l'État d'avoir une meilleure visibilité des financements extérieurs, d'entretenir un dialogue productif avec les partenaires techniques et financiers et maintenir le taux de décaissement de projets à un niveau assez élevé. Durant cette période, la Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence française de développement (AFD) étaient particulièrement actives au Gabon en 1013, avec des portefeuilles respectifs de 400,2 milliards et 155,3 milliards de francs CFA.

« Assurer le partage d'informations, maintenir le dialogue »

Le représentant résident de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) au Gabon, Magaran Monzon Bagayoko a, pour sa part, déclaré qu'il s'agit d'«un outil essentiel pour coordonner les interventions, aligner les financements sous les priorités nationales et assurer un suivi rigoureux des investissements en faveur du développement au Gabon».

Toujours est-il que la fin des activités de ce comité en 2016 a accéléré la baisse du taux de décaissement des projets financés par les partenaires techniques et financiers. Une situation imputable aux lenteurs administratives consécutives à la non-maîtrise des procédures des bailleurs de fonds (règles de passation des marchés, techniques de gestion des projets). Résultats, plusieurs chantiers annoncés à travers le pays sont à l'abandon ou n'ont jamais connu un début de réalisation. Autant, les autorités gabonaises sont mécontentes de la lenteur dans la réalisation des projets, du ralentissement de leur exécution ou de leur diminution, autant les partenaires sont insatisfaits de la performance dans la réalisation de ces projets.

L'intérêt de relancer ce Comité conjoint réside donc dans une démarche pragmatique et efficace voulue par Raymond Ndong Sima. Ce cadre de concertation entre le gouvernement et les partenaires au développement (Banque mondiale, BAD, BDEAC, BID, AFD, FMI, PNUD, Jica et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique) aura comme objectif d'assurer le partage d'informations, de maintenir le dialogue sur les problématiques liées à l'augmentation des décaissements ainsi que la maîtrise des procédures d'exécution des différents organismes.

gabonreview.com

Promotion de la femme

Le Togo primé à l'international

Les efforts du Togo en matière de promotion de la femme font l'objet de reconnaissance au-delà des frontières. Le pays a en effet reçu le mois dernier, le prix du « Meilleur ministère de la promotion de la femme et de l'alphabétisation » pour le compte de l'année 2023.

Le prix décerné lors de l'« African Governance Awards », tenu du 7 au 10 février derniers en Île Maurice, souligne les avancées majeures réalisées par le Togo en matière de promotion du leadership féminin.

« Ce prix, nous le dédions au Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé. En effet, tous les efforts consentis en matière de promotion du leadership féminin ont permis au Togo d'être désormais le premier pays réformateur en Afrique, sur 53 pays, et le 19ème au niveau mondial sur 190 pays », a indiqué Adjovi Lolonyo Apedoh-Anakoma, ministre chargée de la promotion de la femme.

Pour rappel, « African Governance Awards » est un programme de reconnaissance et de récompense des institutions étatiques ainsi que des organismes internationaux et organisations de la société civile, au cours d'une année donnée, au regard de leurs réalisations dans leurs domaines d'intervention respectifs. Il est piloté par « The Business Exécutive Group », une institution du monde des médias dont le siège se trouve à Accra (Ghana).

republiquetogolaise.com

Santé

Le Togo s'apprête à connaître la 4ème enquête démographique et de santé

Pour disposer des données fiables sur l'environnement sanitaire au Togo, une enquête démographique et de santé (EDST) s'annonce très prochainement. L'initiative a été présentée la semaine écoulée aux partenaires techniques et financiers par le comité de pilotage du projet. Cette rencontre vise à solliciter leur accompagnement pour sa bonne réalisation

Dix ans après la dernière enquête démographique et de santé, le système sanitaire national sera soumis de nouveau à un recensement. Cette opération s'inscrit dans le cadre du cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) et des enquêtes intercensitaires au Togo. Elle fournira des informations stratégiques sur la situation sanitaire au Togo.

Un des points d'ancrage de la politique gouvernementale, la santé au Togo bénéficie de plusieurs projets. Dans cette foule d'initiative, l'enquête démographique et de santé va donc permettre de mesurer les progrès réalisés dans le domaine socio-sanitaire.

« La disponibilité de ces données permettra au ministère de la santé, ainsi qu'à l'ensemble des acteurs de disposer d'une base de données fiables et actualisées qui serviront à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques et programmes de développement dans les domaines de la santé et la nutrition », a indiqué le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le Professeur Moustafa Mijiyawa.

Précisément, cette enquête va concourir à estimer les niveaux de fécondité et la prévalence contraceptive et la mortalité des enfants. Elle fournira également des indicateurs de base sur la santé maternelle, des informations sur la nutrition des enfants, sur la diversité alimentaire des femmes, la possession et l'utilisation des moustiquaires, ainsi que sur les connaissances et les comportements liés à la transmission du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles (IST).

Cette enquête qui est à sa 4ème édition, permettra à terme de disposer des données fiables et détaillées sur les facteurs démographiques, socio-économiques et sanitaires, à même d'influencer la situation sanitaire et démographique du pays.

lenouveaureporter.com

Programme de renforcement des académies sportives et inclusives en Afrique

Un atelier de formation des éducateurs démarre les activités au centre Swallows

Quarante éducateurs (formateurs et coaches) de l'académie Swallows et des académies partenaires sur toute l'étendue du territoire, prennent part du 26 au 29 mars à Lomé, à un atelier de formation sur « Sports et développement ».

Cet atelier démarre la série d'activités inscrites au « Programme de renforcement des académies sportives et inclusives en Afrique ». Ce programme est un appel à projet de l'Agence Française de Développement (AFD) en Afrique dont Swallows est l'un des treize lauréats. Il est financé par l'AFD à coup de plusieurs milliers d'euros en collaboration avec la FIFA, piloté par Play International qui en assure également le contrôle dans l'exécution par les académies lauréates.

Le programme permettra d'appuyer, sur le plan économique, éducation et scolarisation les jeunes, surtout les filles pour les encourager, mais en même temps créer une sorte d'inclusion avec des partages d'expériences et inciter d'autres filles à les rejoindre, dans le but de montrer que par le sport on peut atteindre tous les objectifs qu'on se fixe aujourd'hui, notamment les objectifs liés au développement durable.

L'instructeur international en sport pour le développement, Koudanou Kossigan a expliqué que le thème central de cette formation demeure « Sports et développement », mais qu'autour de celui-ci seront développés des thématiques sociales telles que le genre, l'équité-genre, l'inclusion sociale et le renforcement de capacité de l'employabilité. Il sera question, poursuit l'instructeur, d'outiller les encadreurs de l'académie Swallows et ses partenaires en compétences leur permettant d'encadrer les enfants, pas seulement sur l'aspect sportif et athlétique des différentes disciplines sportives, mais aussi de les amener à entrevoir, à développer, à être conscients des capacités et potentielles personnelles, des compétences sociales, méthodologiques et professionnelles dont ils sont le siège, sans le savoir pour certains et d'autres qui ne savent pas comment l'orienter.

« Il ne s'agit pas seulement pour l'académie d'avoir des joueurs, mais d'avoir des hommes complets, capables, non seulement de faire du sport leur métier, mais d'en vivre de manière permanente. Il s'agit pour eux de devenir des individus membres d'une communauté ou d'une société qui sont capables de s'engager aux côtés de leur père dans la société, dans leur famille ou dans leurs différentes entreprises ou services de manière à être plus productif. Le sport est capable de faire cela et nous en avons des exemples dans plusieurs pays », a indiqué M. Koudanou.

Pour l'administrateur de l'académie Swallows, Kataka Hégra Baromda, le sport est aussi gage de l'éducation. Aujourd'hui, poursuit M. Kataka, on parle beaucoup plus de sport comme modèle économique et nous savons que tous les pays africains cherchent à transcender leur économie et des moyens alternatifs pour booster le développement de leur pays. Vue le facteur de mobilisation du sport c'est tout à fait normal qu'on s'investisse dedans et qu'on fasse de sorte qu'on puisse atteindre l'objectif, à la fois social et économique.

Dix autres activités sont également prévues dans le cadre de l'exécution de ce programme qui s'étale sur toute l'année. Il s'agit d'un second atelier de formation, d'une conférence sur le sport et développement, d'un autre atelier de formation des éducateurs en deux sessions sur « l'égalité genre ». Une journée porte-ouverte couplée d'une campagne sur le thème « Femmes et sports » et l'organisation d'une journée où seront pratiquées plusieurs disciplines sportives, couplée de sensibilisation des jeunes académiciens sur « l'égalité, genre et l'inclusion par le sport » sont aussi prévues.

Dans le cadre de ce programme, il sera également créé un club mixte de jeunes filles et garçons chargé de l'approche participative et l'inclusion au sein de l'académie. Le programme permettra aussi de mettre à la disposition des jeunes académiciens un manuel de formation sur l'égalité genre et inclusion par le sport ; de créer et d'animer un blogue sur la mise en commun de la réussite scolaire et une vie de sport de performance. Un colloque et une exposition sur la reconversion et les métiers du sport, ainsi qu'une activité sur la promotion de la scolarisation des sportifs sont attendus. Un film documentaire sur le déroulement et les acquis du projet, ainsi qu'un atelier de clôture et de présentation des résultats mettront fin à la liste des activités devant meubler ce programme.

La cérémonie de démarrage des activités de ce programme s'est déroulée en présence de la représentante du maire de la commune Golfe 2, Sossou Séfako Amè et de la chargée de mission en charge des projets sport à l'AFD, Koudjirata Salao.

atop.tg

En un clic, payez votre TVM par

TMoney MOOV Money FLOOZ

sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play

As-tu déjà payé ta TVM ? Non ? alors dépêche-toi de le faire avant le 31 Mars 2024 !

Tu peux la payer partout où tu te trouves et à n'importe quelle heure via l'application "OTR TVM" disponible sur #playstore ou dans toutes les divisions des impôts sur toute l'étendue du territoire. Vous pouvez désormais le faire aussi via TMoney ou Moov Money.

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg